



Plus que jeter bas le masque, le président Hery Rajaonarimampianina vient de passer à l'acte pour défendre des protégés de sa cour des miracles. Et quel acte! Rappels de l'histoire qui met en scène l'actuel Premier ministre, Olivier Mahafaly ( [le pitre](#) et [le corrupteur](#) ) -à l'époque et encore actuellement, ministre de l'Intérieur- et la dame Claudine Razaimamonjy.



## Affaire Razaimamonjy Claudine: 10 marchés de 2.365 millions Ar

Non, Razaimamonjy Claudine n'a pas été arrêtée (lire notre édition du lundi 4 avril 2016: [«Razaimamonjy Claudine: à rechercher et à arrêter»](#))

). Elle circule librement en ville contrairement à la demande de l'Inspection Générale de l'Etat (IGE) qui ne tolère pas que la co-propréitaire de l'hôtel A&C et bras droit du chef de l'Etat refuse de répondre à la convocation de ses agents pour s'expliquer sur des marchés publics à lui attribués.

# Hery Rajaonarimampianina. L'aveu sans conteste d'un régime de mafiosi

Lundi, 06 Juin 2016 19:49 - Mis à jour Mardi, 07 Juin 2016 18:56

Code	Description	Montant (Ar)	Date	Statut
1000000000	Subvention exceptionnelle Commune d'Evainy 2014	100 000 000	12/12/2014	Actif
1000000000	Subvention exceptionnelle Commune d'Evainy 2014	100 000 000	12/12/2014	Actif
1000000000	Subvention exceptionnelle Commune d'Evainy 2014	100 000 000	12/12/2014	Actif
1000000000	Subvention exceptionnelle Commune d'Evainy 2014	100 000 000	12/12/2014	Actif
1000000000	Subvention exceptionnelle Commune d'Evainy 2014	100 000 000	12/12/2014	Actif

Code	Description	Montant (Ar)	Date	Statut
1000000000	Subvention exceptionnelle Commune de Kirano 2014	159 000 000	12/12/2014	Actif

D'après les documents en notre possession, il s'agit principalement des marchés réalisés dans la région de Fianarantsoa. Financés par des subventions exceptionnelles en date du 12 décembre 2014, il y a, par exemple, la construction du Tranompokonolona de la commune rurale d'Iavinomby Vohibola et du marché d'Alakamisy Ambohimaha pour respectivement 100 et 159 millions Ar. Trois mois auparavant, le 9 octobre 2014, le ministère de l'Intérieur a déjà débloqué des subventions exceptionnelles à 18 communes dont 8 aux alentours de la capitale du Betsileo.

La plupart des travaux sont des réhabilitations et équipements des bureaux des communes (Ialanindro, Fianarantsoa I, Mahasoabe, Ambalavao...) et la construction de marché à Kirano et la réhabilitation du bureau de la BMH à Vohimasina.

Code	Description	Montant (Ar)	Date	Statut
1000000000	Subvention exceptionnelle Commune d'Evainy 2014	100 000 000	12/12/2014	Actif
1000000000	Subvention exceptionnelle Commune d'Evainy 2014	100 000 000	12/12/2014	Actif
1000000000	Subvention exceptionnelle Commune d'Evainy 2014	100 000 000	12/12/2014	Actif
1000000000	Subvention exceptionnelle Commune d'Evainy 2014	100 000 000	12/12/2014	Actif
1000000000	Subvention exceptionnelle Commune d'Evainy 2014	100 000 000	12/12/2014	Actif
1000000000	Subvention exceptionnelle Commune d'Evainy 2014	100 000 000	12/12/2014	Actif
1000000000	Subvention exceptionnelle Commune d'Evainy 2014	100 000 000	12/12/2014	Actif
1000000000	Subvention exceptionnelle Commune d'Evainy 2014	100 000 000	12/12/2014	Actif
1000000000	Subvention exceptionnelle Commune d'Evainy 2014	100 000 000	12/12/2014	Actif
1000000000	Subvention exceptionnelle Commune d'Evainy 2014	100 000 000	12/12/2014	Actif
1000000000	Subvention exceptionnelle Commune d'Evainy 2014	100 000 000	12/12/2014	Actif

**Au total, ces 10 subventions exceptionnelles se chiffrent à 2.356 millions Ar. Et d'après ce**

qu'on nous a laissés entendre, les 10 marchés publics financés par ces subventions auraient été toutes attribuées à Claudine Razaimamonjy et ses prête-noms. Le milieu des affaires de Fianarantsoa explique que l'entrepreneure a l'habitude de travailler à la tête d'un pool de sous-traitants ou de prête-noms, c'est selon, depuis qu'elle a commencé dans les affaires au début des années 2000.

La raison de la convocation de l'IGE ne pourrait être que la réalisation des travaux. Les commentaires entendus dans les milieux politiques interprètent cette « affaire » comme « *un juste retour des choses de la part du président Rajaonarimampianina* »

« *Ce n'est rien par rapport à ce qu'elle a fait pour l'élection du chef de l'Etat* »

, ajoute-t-on. En clair, ces marchés seraient un moyen comme un autre de rembourser les fonds déboursés par Claudine Razaimamonjy pendant les campagnes présidentielles mais aussi municipales dans cette agglomération de Fianarantsoa. Dans ce schéma, il est normal que les marchés ne soient pas réalisés correctement et que les agents de l'IGE fassent leur boulot.

Au-delà des marchés attribués à Mme Claudine et consorts, nous encourageons d'ailleurs l'IGE à ne pas se contenter des sondages, mais de faire un contrôle systématique sur ces projets financés par des subventions exceptionnelles. Car outre les questionnements sur l'origine du financement exceptionnel, on remarque que les engagements sont à des... exceptions près, destinés en faveur des communes rurales éloignées. Loin des yeux, loin du contrôle?

Toujours est-il qu'il n'est pas exclu que les marchés attribués à Vohimasy Farafangana, Tsarahasina Port-Bergé ou encore Ankirihiry Mampikony ne soient pas attribués à des entrepreneurs locaux qui ont soutenu Hery Rajaonarimampianina pendant la campagne présidentielle. Au total, **l'Etat a débloqué, au titre des subventions exceptionnelles pour les communes, quelque 5.874 millions Ar dont 2.365 supposés attribués aux marchés de Claudine Razaimamonjy**

La récompense politique est, certes, la règle de par le monde et c'est un moyen comme un autre d'encourager sinon soutenir des initiatives. Mais qu'on le fasse dans les règles de l'art. Le sponsor et le bénéficiaire ont tous les deux intérêt à le faire. Dans la lignée de « Wikileaks »

» *Panama papers* »

, l'opinion est friande de révélations.

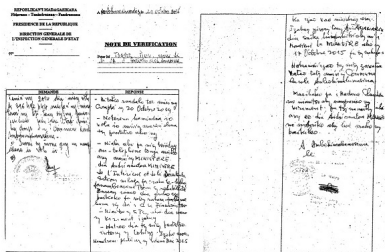
## Salomon Ravelontsalama

### La Gazette de la Grande île, 06 février 2016

\*\*\*\*\*



## RAPPORT DES INSPECTEURS DE L'IGE



To the left, question asked by the inspector of State to the mayor of the Rural district:

**" In 2014, a sum of 396 492 444 ariary was poured by the Ministry of the Interior and the Decentralization into the account of the Rural district of Ambohimahasina . What were the uses of this sum? "**

**To the right, answers of the mayor:**

*" I saw this sum passing in transit in the account (of the Rural district, the editor's note), on October 20th, 2014. We obliged me to transfer this sum for the benefit of a person whom I do not know.*

***I refused, but there was a pressure by telephone on behalf of the Ministry of the Interior in the person of Home Secretary and the Decentralization, who told me that if I wanted to obtain the construction of the market and the rehabilitation of the office, I have to obey its orders and there is a priority for the Urban district of Fianarantsoa.***

*I have conscript the STC (the countable treasurer, Editor's note) and we made the transfer.*

*From there, I ignore the continuation. I resigned in May 2015 and it is only now (on October 29th, 2015, date of the document thus, editor's note) that I resume work. When we met in Antananarivo on October 17th, 2015, I wanted to make the reminder to sir Secretary but I was not able to contact him.*

*Until now, nothing was made here in the Rural district of Ambohimahasina. I am anxious to specify that it is madam Claudine who called me to tell me to make the transfer but I did not accept. It is after sir Secretary summoned me to respect its orders ". (End of quotation).*

Bon, faites-vous traduire tout cela. La suite est sidérante, stupéfiante, hallucinante. Cela se passe de tout commentaire mais, cependant, imaginez une seconde, en France, des inspecteurs de l'IGSJ (Inspection générale des services judiciaires) ou de l'IGS (Inspection générale des services [de police], la police des polices), se faire traduire en conseil de discipline par le président François Hollande pour les *"faits reprochés"* indiqués ci-dessous, dans une décision signée par le président Hery Rajaonarimampianina en personne!

Et cette signature est l'aveu sans conteste (*"tsy azo ivalozana"*) qu'il protège les membres de sa cour des miracles comme l'aurait fait un

*Capo di Tutti i capi*

de la

*cosa nostra*

.

Par exemple, à qui les Inspecteurs D'État de tous les pays du monde doivent-ils loyauté? Au président de la république ou à l'État, la Nation? A Madagascar, l'État c'est donc Hery Martial Hvm alors? Plus besoin de séparation des pouvoirs et donc de constitution (qui n'indique rien au sujet de cette démarche très mafieuse) aussi. Car, devinez qui sera le président du Conseil de discipline cité?



**Ralala Roger qui vient donc de se voir octroyer le titre de *"Président du Conseil de discipline du corps des inspecteurs de l'État"***

. Quelle belle et rapide promotion! Il n'y avait personne d'autres? Ben dites-donc, la confiance ne règne pas au royaume de Hery Vaovao 1er (et dernier)

Le Général Ralala Roger, le Secrétaire général de Présidence (SGP), **REPRESENTANT LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

, ni plus ni moins! En plus d'être devenue une république bananière des mallettes, Madagascar, sous Hery Rajaonarimampianina, s'est transformée en un régime de mafiosi en pleine expansion. Le pire reste encore à venir, mais ça va forcément très mal finir pour ces grotesques personnages irresponsables qui n'ont rien de pittoresques du tout. Tôt ou tard.

